# L'ABEILLE.

*JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.*

PAR BULLITT, MAGNES & CIE.
No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 } *payable d'avance.*
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 }

*NOUVELLE-ORLEANS:*
SAMEDI MATIN, 19 SEPTEMBRE 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.
POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.
WILLIAM H. HARRISON
*DE L'OHIO.*
POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
*DE LA VIRGINIE.*
POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON,
*Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.*

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BLYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Baton-Rouge.
3me. *District*—LOUFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

## LE GENERAL HARRISON ET L'ABOLITIONNISME.

Nous soumettons à nos lecteurs le passage suivant d'un discours prononcé par le général Harrison, le 26 août dernier à Carthage, Ohio. C'est la meilleure réponse qu'on puisse faire à ceux qui soutiennent que notre candidat recule devant des professions de principes. On verra par cet extrait que le général Harrison soutient toujours cette doctrine que "la liberté de discussion garantie par la constitution, ne saurait aller jusqu'à mettre en doute les droits et prérogatives des Etats; et que par conséquent la discussion du sujet de l'abolitionnisme est inconstitutionnelle."

Après avoir établi en thèse générale que la liberté de discussion découle naturellement de la lettre et de l'esprit de la constitution, le général Harrison ajoute:

"Je dois cependant saisir cette occasion pour répéter ce que j'ai déjà dit que la discussion du droit de quelques uns des Etats composant l'Union de posséder des esclaves, discussion agitée dans des assemblées de citoyens des autres Etats où l'esclavage n'existe pas, est contraire à l'esprit de la Constitution. Si cette discussion est tolérée par une large interprétation de la Constitution, elle est prohibée par les principes généraux sur lesquel est basé notre gouvernement.

"Notre Union est comme une association ordinaire composée d'un certain nombre d'individus fournissant chacun un capital donné, soumis à la disposition de la majorité des associés, mais se réservant naturellement le libre disposition du reste de leur fortune. Les sociétaires n'ont de droit, ni individuellement ni collectivement qu'au capital affecté et nullement au capital réservé. Telle est à peu près la théorie de notre gouvernement général. Les Etats ont abandonné certaines prérogatives au gouvernement général et se sont naturellement réservés toutes les autres. Il est donc évident que ni le gouvernement général, ni les Etats pris individuellement, ni les citoyens des Etats ne peuvent exercer le moindre contrôle sur les prérogatives réservées.

"Si cette opinion est fondée, il s'ensuit que les discussions, dans des assemblées publiques, portant sur les institutions privées des autres Etats dans le but de les modifier, n'ont jamais été ni prévues ni sanctionnées par aucun de ceux qui ont adopté la Constitution. Par exemple, nous sommes ici 3000 personnes ayant le double caractère de citoyens de l'Ohio et de citoyens des Etats Unis. Comme citoyens de l'Ohio nous pouvons discuter sur tous les sujets qui concernent notre politique intérieure; nous pouvons par ses résolutions, pétitionner, &c; comme citoyens des Etats Unis, nous pouvons discuter tous les sujets de politique générale, pétitionner le gouvernement général, &c. Mais, ni comme citoyens de l'Ohio, ni comme citoyens des Etats Unis nous ne pourrions, sans empiéter sur l'esprit de la Constitution, discuter un sujet qui concernerait exclusivement un autre Etat.

"L'esclavage se trouve dans ce cas ainsi que beaucoup d'autres sujets. Il est inconstitutionnel de s'en occuper...."

On nous assure que M. G. Montamat a été nommé maire de poste de la Nouvelle-Orléans.

## CONVENTION DE BATON-ROUGE.

Les whigs de cette ville dont l'intention est de se rendre à la convention whig de Baton Rouge, le 28 du courant, sont priés de s'assembler à la chambre de la Cour de Paroisse, au-dessus du bureau de la Poste, mardi soir, 22 du courant, à 7 heures.

J. A. AMELUNG,
Président du Comité d'arrangement.

## ENCORE LE COURRIER DES ETATS-UNIS!

Tandis que nous écrivions hier, à propos du *Courrier des Etats-Unis*, un article d'une modération et d'une réserve et excessives que beaucoup de gens nous en ont blamé, la malle nous apportait une nouvelle distribe du journal de New-York. Cette attaque, comme la première, plus que la première, a l'intention d'être insultante et n'y parvient pas; elle ne nous fera pas manquer aux principes qui nous dirigent; car nous n'en changerons pas en vingt-quatre heures! Il nous suffit d'avoir établi nettement notre position ainsi que celle de notre adversaire; il nous suffit d'avoir montré de quel côté se trouvent la raison et l'urbanité; nous ne voulons rien de plus. Notre cause est trop belle pour qu'nous la gâtions jamais par une polémique personnelle, et pas plus aujourd'hui qu'hier nous ne répondrons à des injures qui ne peuvent nous atteindre. Nous savons trop "dompter ici et les dangereux de confier la direction de la presse à des écrivains.....ramassés au premier coin de rue, et qui n'ont point la conscience de ce devoir, qui doit être l'évangile du journaliste, nous voulons dire le respect de soi-même, d'où découle toujours le respect des autres."—Nous ne l'oublierons jamais. Quant à l'éditeur du *Courrier des Etats-Unis*, nous l'engageons à relire ces paroles qu'il reconnaîtra sans peine et dont il pourra faire son profit:

"Un des vices, une des plaies honteuses de la presse, c'est l'abus hideux de l'injure et de la personnalité. Ce vice provient d'un double défaut d'éducation humaine et littéraire. L'homme véritablement instruit et digne de conseiller les autres, est celui qui a, tout à la fois, la pudeur du langage et celle du monde. L'écrivain, dépouillé de ce frein, qui ne profesee point, en tout et partout, cette double religion; qui n'est pas initié à cette suprême sobriété de la parole qui est la sauvegarde des mœurs policées, est écrivain est up fléau aux mains duquel on confie la torche et le glaive. Au lieu de défendre et d'éclairer, il incendie et il tue. Il n'y a que les hommes d'expérience qui sachent et n'oublient jamais qu'un *mot* a la besoin que d'un instant pour devenir un *fait*, et combien il y a peut'une mauvaise parole à une mauvaise action!"

C'est la seule réponse que nous ayons à adresser au journaliste de New-York; c'est la seule que le *respect de nous-même* nous permette! Il est d'ailleurs, à défaut de celui-là, encore un autre sentiment qui nous fermerait la bouche.

3me. LETTRE.

A monsieur l'éditeur de l'Abeille.

Je reçu osse donc M. Van Buren de toutes mes forces, comme représentant du parti qui nous a ruinés, comme ancien abolitionniste et comme administrateur incapable, pour me servir de l'expression la plus modérée.

Repousser un candidat, c'est assez dire qu'on soutient son concurrent. Et en effet je donnerai non faible main bon cordial appui au général Wm. H. Harrison.

Pas, M. monsieur, permettez moi de vous faire une considérance! Lorsque la nouvelle de la nomination de la convention de Harrisburg me parvint, je me cherchai point à cacher mon mécontentement; je mécommandai même complètement Harrison et ma première pensée fut de ne voter pour aucun des deux candidats. Cependant je résolus d'avant de me retirer dans ma tente d'étudier le caractère et la vie du candidat de l'opposition comme j'avais étudié celle de M. Van Buren. Cette étude m'a convaincu de deux choses, à savoir qu'il y a pas de caractère, quelque beau que que grand qu'il soit, qui ne puisse être noirci, momentanément du moins, par la calomnie et qu'on est toujours disposé à prendre au mot la véritable modestie. Il est est a vu bien vite oublié, mais tout le premier les services éminents que Harrison a rendus à son pays et ses victoires sur les anglais et les indiens pour ne en avec gne des témoignages d'reconnaissance dont il a été l'objet lors de sa première candidature.

Et pourtant quelle carrière a été mieux remplie que celle du général Harrison! Soldat à dix huit ans par dévouement patriotique, il parvient rapidement aux plus hauts grades par son courage et son intelligence; il gagne plusieurs batailles en Europe les commande pour *faire la paix*. Il est successivement administrateur, législateur et, négociateur. En un mot on le trouve toujours possédant une période de quarante années là où il y a eu du danger ou une grande responsabilité.

Toute fois l'oubli dans lequel il était tombé s'explique aisément. On a vu des hommes par le savoir que leur donne une *faux fuim* et le talent de en faire valoir dans le monde est la plus nécessaire on pourrait même dire la plus utile de tous. Or, le général Harrison n'a jamais rien entendu à cette charlatanerie sur laquelle reposent la plupart des grandes réputations. A peine [illegible] s'embarrassé de ses fonctions publiques qu'il [illegible] s'occuper dans ses loisirs [illegible] et [illegible] [illegible] [illegible]